

vers un but unique, et je crois qu'il incombe au ministre intéressé de veiller à cette orientation.

J'ose donc dire que le ministère a raison de verser de telles subventions.

Le même député s'inquiétait beaucoup du conseil des normes. Il craignait que nous nous soyons mis à l'œuvre sans présenter de mesure législative. Qu'il se rassure. Il comprendra facilement que si nous nous proposons de présenter une mesure en vue de créer un conseil des normes, des travaux préliminaires ont été faits. Je tiens à lui donner l'assurance que nous ne dépensons pas l'argent maintenant comme si le conseil existait.

Le député de Saskatoon-Biggar s'intéressait aux subventions versées par mon ministère au titre de la recherche au sujet de la graine de colza. Voici la situation: les gens qui s'occupent de broyer et de transformer la graine de colza dans l'Ouest canadien tentent d'améliorer la qualité de l'huile et de la farine afin qu'elles puissent concurrencer plus efficacement l'huile et la farine importées. Dans l'intérêt de ceux qui transforment la graine de colza, le ministère a versé une subvention aux fins d'un programme qui tente de réduire le degré de toxicité de l'huile et de la farine de graine de colza. Ces travaux sont effectués par des groupes de recherche dans les provinces de l'Ouest; nous les avons subventionnés à raison de \$144,000 et nous en avons aussi surveillé la marche.

Le député d'Oshawa-Whitby a fait un excellent apport à mon sens, et je l'en remercie. Je ne me laisserai pas entraîner dans un débat philosophique sur les deux premières questions qu'il a soulevées. Nous le ferons à l'université d'Ottawa ou de Carleton, un de ces soirs.

Il a d'abord parlé de la répartition du pouvoir dans la société contemporaine. C'est un sujet intéressant, mais un débat là-dessus serait probablement interminable. Il a ensuite parlé de la fixation des prix. C'est son troisième point qui m'intéresse davantage: il s'agit des subventions à la recherche scientifique et aux programmes de développement dans le secteur civil par rapport au secteur militaire. Selon le député, notre programme de défense aboutirait à la formation d'une élite industrielle militaire au Canada, ce qui ne serait pas dans l'intérêt de la démocratie. Nul doute que nous sommes généreux pour ce secteur. Mais je tiens à invoquer quelques arguments à cet égard. Le premier est que le crédit n° 5 a été ramené de 37 millions à 32 millions de dollars. C'est une économie de 5 millions par rapport à l'an dernier.

Deuxièmement, les fonds versés par le ministère de la Défense nationale pour le

même objectif ont baissé considérablement, de 60 millions qu'ils étaient au temps de l'incident de l'Arrow à environ 15 millions à l'heure actuelle.

Mon troisième point vise à souligner le fait que les fonds sont utilisés plus efficacement que jadis et aussi pour signaler que l'accent se déplace lentement, peut-être pas aussi rapidement que le voudrait le député, vers le secteur civil. Autrement dit, on attache toujours plus d'importance à l'attribution de ces fonds au secteur civil.

Je suis bien certain qu'à la réflexion, sinon à première vue, le député reconnaîtra que les progrès technologiques découlent très souvent des exigences militaires. L'argent dépensé pour le matériel de défense a aussi servi le secteur civil de l'industrie. A titre d'exemple, je pourrais citer le transistor. La mise au point du transistor a été largement subventionnée par le gouvernement des États-Unis et tout le monde sait que l'appareil est devenu l'un des principaux éléments de la production industrielle contemporaine.

Le PT-6 auquel le député a fait allusion...

M. Broadbent: Puis-je poser une question?

L'hon. M. Pepin: Puis-je finir d'abord? Le moteur PT-6 construit par United Aircraft, près de Montréal, a été mis au point grâce aux crédits 5 et 20; mais la moitié des ventes de ces moteurs sont faites maintenant par des sociétés commerciales. Si ma mémoire est fidèle, on trouve maintenant ces moteurs canadiens dans 37 pays du monde. Voilà un autre exemple de dépenses militaires qui servent maintenant le secteur civil. Le député sait également que les turbotrains du National-Canadien qui relient Montréal et Toronto sont mus par le même moteur, tout comme les Otters jumelés.

• (8.30 p.m.)

Pourquoi dépenser tout cet argent pour des projets militaires? Il y a plusieurs raisons, et j'en ai déjà donné une. Une autre raison, c'est que le risque est plus grand dans les programmes de défense que dans les programmes civils. De plus, cette dépense est faite par des pays étrangers. Les députés peuvent se demander pourquoi imiter le gouvernement démocrate américain, le gouvernement travailliste britannique ou le gouvernement social-démocrate ouest-allemand. Tout ce que je puis répondre à cela, c'est que c'est terriblement difficile de ne pas emboîter le pas quand tous les pays adoptent une certaine façon d'agir. Certains partis politiques ont essayé, sans grand succès d'ailleurs. Évidemment, un pays se retrouverait probablement à